



Insurance and  
Risk Finance  
Facility

# Construire des agendas intégrés d'assurance agricole : **Un cadre pour l'action gouvernementale**

Août 2025



L'initiative Résilience Financière en Agriculture (FRA, selon son sigle en anglais) est un projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), mis en œuvre à travers l'Initiative des assurances et du financement des risques (IRFF, selon son sigle en anglais), en partenariat avec la Gates Foundation. FRA a pour objectif de renforcer la résilience financière et les capacités d'adaptation des petits exploitants agricoles face aux aléas climatiques grâce à l'assurance agricole. Elle comprend la conception et la mise en œuvre de programmes innovants d'assurance agricole, ancrés dans une stratégie de développement plus large.

Ce document présente un cadre d'action gouvernementale destiné à institutionnaliser l'assurance agricole. Le cadre est structuré autour de piliers stratégiques, de mécanismes de coordination et de méthodologies de facilitation qui permettent aux gouvernements d'intégrer l'assurance agricole dans les priorités nationales.

Le présent document s'appuie sur les conclusions, les données factuelles et les bonnes pratiques de trois nouvelles études commandées par le PNUD :

- Wageningen University & Research, *Global Impact Evidence of Agriculture Insurance on Development Outcomes*, 2025
- K.M. Dastur & Company Limited, *Institutionalizing an Integrated Agricultural Insurance Agenda to Create an Enabling Environment for the Development of Sustainable Agricultural Insurance Markets, De-risking the Agriculture Sector*, 2024
- Grant Thornton Bharat LLP, *Global Benchmark Study on Agriculture Insurance*, 2025
- Trilegal, *Global best practices – Comparative analysis report*, 2025.

Il incorpore également les contributions des réunions de la Communauté de Pratique (CoP) FRA du PNUD, organisées en 2024 à Goa (Inde) et en 2025 à Addis-Abeba (Éthiopie).

Les gouvernements ont la possibilité de transformer l'assurance agricole : passer de projets pilotes fragmentés et de modèles économiques fragiles à des systèmes intégrés et évolutifs. Le cadre proposé dans ce document permet aux responsables politiques de construire des marchés de l'assurance agricole inclusifs et résilients qui protègent les petits exploitants agricoles et soutiennent les objectifs nationaux de développement.

## Lisez, commentez, rejoignez-nous.

**Edgar Aguilar**, Spécialiste de la résilience des chaînes de valeur, PNUD-IRFF : [edgar.aguilar@undp.org](mailto:edgar.aguilar@undp.org)

**Enock Sing'oei**, Spécialiste en assurance agricole, PNUD-IRFF : [enock.singoei@undp.org](mailto:enock.singoei@undp.org)

**Emanuele Moretti**, Chargé de recherche, gestion des connaissances et de suivi, PNUD-IRFF : [emanuele.moretti@undp.org](mailto:emanuele.moretti@undp.org)

# Introduction

Le changement climatique s'accélère à un rythme alarmant et les pays à faible revenu en subissent lourdement les conséquences : sécheresses, inondations et autres catastrophes climatiques deviennent de plus en plus fréquentes et intenses. Les agriculteurs de ces pays figurent parmi les plus vulnérables, et l'agriculture absorbe environ 23 % de toutes les pertes économiques liées aux catastrophes.<sup>1</sup> Cela est particulièrement préoccupant si l'on considère que, dans les économies à faible revenu, l'agriculture représente plus d'un quart du produit intérieur brut et emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre<sup>2</sup>

Les petits exploitants agricoles jouent également un rôle central dans la sécurité alimentaire, tant au niveau national que mondial : ils produisent environ un tiers de l'alimentation mondiale. Pourtant, la plupart d'entre eux ne disposent pas d'outils efficaces de gestion des risques tels que l'assurance agricole. À l'échelle mondiale, moins de 20 % des 608 millions de petits producteurs sont couverts par une assurance<sup>3</sup> La grande majorité reste sans protection : 97 % en Afrique subsaharienne, près de 80 % en Asie et environ deux tiers en Amérique latine<sup>4</sup> L'absence d'outils de gestion des risques compromet non seulement leur résilience face aux chocs climatiques, mais limite également les investissements publics destinés à la transition et à l'adaptation climatiques dans le secteur agricole, freinant ainsi les progrès vers des systèmes alimentaires résilients et intégrés.

L'assurance agricole peut aider les agriculteurs à faire face aux impacts financiers liés aux phénomènes climatiques extrêmes, aux parasites, aux maladies et aux fluctuations des marchés. Cependant, dans de nombreux pays, les assurances agricoles n'ont pas réussi à dépasser le stade de projets pilotes de court terme, souvent financés par des bailleurs et déconnectés des politiques nationales, des marchés

et des systèmes de financement. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) met en œuvre l'initiative Résilience Financière en Agriculture (FRA, selon son sigle en anglais), en partenariat avec la Gates Foundation, afin de combler cette lacune. Le PNUD travaille avec des partenaires publics et privés en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour renforcer la résilience financière et les capacités d'adaptation des petits exploitants. L'initiative FRA promeut des programmes intégrés d'assurance agricole qui alignent la politique, la réglementation, les programmes et le financement.

Ce document présente un cadre d'action gouvernementale pour institutionnaliser l'assurance agricole. Il expose les dispositions institutionnelles, les considérations politiques et les mécanismes de coordination nécessaires pour inscrire l'assurance agricole dans les agendas nationaux de développement et la positionner comme un levier de résilience à long terme. Le cadre est structuré en piliers stratégiques, en mécanismes de coordination et en méthodologies de facilitation permettant aux gouvernements d'intégrer l'assurance agricole dans leurs priorités nationales.

En s'appuyant sur les bonnes pratiques internationales et sur des expériences concrètes de pays, ce cadre sert de guide aux parties prenantes pour développer des systèmes d'assurance agricole inclusifs et résilients. L'institutionnalisation, telle qu'elle est envisagée dans le cadre, est un processus conduit au niveau national, où les gouvernements alignent les politiques, les réglementations, les programmes et les mécanismes de financement sur leurs propres objectifs de développement. L'initiative FRA du PNUD accompagne les gouvernements en apportant une assistance technique tout au long du processus d'institutionnalisation.

1 FAO, *The Impact of Disasters on Agriculture and Food Security 2023 – Avoiding and reducing losses through investment in resilience* (Rome, 2023). Available at <https://openknowledge.fao.org/items/cd76116f-0269-43e4-8146-d912329f411c>.

2 World Bank, "Agriculture, forestry, and fishing, value added (% of GDP) – Low income", DataBank. Available at <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=XM>; World Bank, "Employment in agriculture (% of total employment) (modeled ILO estimate) – Low income", DataBank. Available at <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=XM>.

3 FAO, "Small family farmers produce a third of the world's food", 23 April 2021. Available at <https://www.fao.org/newsroom/detail/small-family-farmers-produce-a-third-of-the-world-s-food/en>; ISF Advisors, "Protecting growing prosperity: Agricultural insurance in the developing world" (Washington, D.C., 2018). Available at [https://isfadvisors.co/wp-content/uploads/2020/06/sep\\_2018\\_isf\\_syngenta\\_insurance\\_report\\_final.pdf](https://isfadvisors.co/wp-content/uploads/2020/06/sep_2018_isf_syngenta_insurance_report_final.pdf).

4 IIED, "Making crop insurance work for small-scale farmers: A review of recent evidence", (London, 2025). Available at <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2025-04/22605iied.pdf>.

## Éthiopie : Institutionnalisation et la Rural Finance Service Unit (RFSU)

Au cours des deux dernières décennies, l'Éthiopie a expérimenté plus de quinze modèles de micro-assurance agricole afin de protéger les petits exploitants contre les risques climatiques. Malgré cette diversité de projets pilotes, la plupart n'ont pas été pérennisés ni étendus à grande échelle. Les initiatives sont restées fragmentées, avec une coordination limitée entre les agences de mise en œuvre, les compagnies d'assurance et les organismes gouvernementaux, ce qui a entraîné des duplications et des inefficiences. L'absence d'une stratégie nationale unifiée et de mécanismes solides de coordination a empêché ces projets de se transformer en solutions durables et systématiques.

Des défis structurels supplémentaires ont freiné la croissance du marché de l'assurance agricole. L'infrastructure de données restait insuffisante pour développer des produits d'assurance précis et adaptés, tandis que les faibles niveaux de littératie financière limitaient la compréhension et l'adoption de l'assurance par les agriculteurs.

Pour remédier à ces obstacles systémiques dans le développement du financement et de l'assurance agricoles, le ministère de l'Agriculture d'Éthiopie a annoncé en juin 2025 la création de l'Unité des services financiers ruraux (RFSU, selon son sigle en anglais). Hébergée au sein du ministère, la RFSU est stratégiquement positionnée pour agir sur le versant de la demande en matière de financement et d'assurance agricoles, garantissant que les besoins et les réalités des différents acteurs — petits exploitants, éleveurs, PME rurales et agroentreprises — soient pris en compte. Dans le même temps, la RFSU joue un rôle de catalyseur du côté de l'offre, en incitant les fournisseurs à proposer des solutions adaptées et viables grâce à des modèles économiques durables.

Le rôle stratégique de la RFSU s'est déjà manifesté lors de l'élaboration de la Feuille de route nationale pour la finance agricole en Éthiopie (NAFIR). L'unité a collaboré étroitement avec la Banque nationale d'Éthiopie, en apportant des contributions essentielles et en créant des passerelles entre les parties prenantes. En conséquence, la RFSU a été invitée à rejoindre un comité permanent chargé de superviser la mise en œuvre de la NAFIR.

La mise en place de la RFSU a été rendue possible grâce au soutien technique et financier du PNUD et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), avec l'appui ponctuel du Programme alimentaire mondial (PAM), de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds international de développement agricole (FIDA). La création de la RFSU marque une avancée majeure dans la construction de systèmes de financement et d'assurance agricoles inclusifs, adaptés et résilients en Éthiopie.

## Qu'est-ce qu'un agenda d'assurance agricole ?

Un **agenda d'assurance agricole** est un plan global qui aligne quatre piliers stratégiques. Ces piliers servent de cadre à la collaboration entre le gouvernement et l'industrie de l'assurance pour offrir des solutions efficaces aux petits exploitants agricoles et à leurs chaînes de valeur. Les quatre piliers sont :

1. **La politique** d'assurance agricole
2. **La réglementation** de l'assurance agricole
3. **Les programmes** d'assurance agricole
4. **Les mécanismes de financement** de l'assurance agricole

L'agenda rassemble plusieurs parties prenantes (ministères, autorités de régulation, secteur des assurances, intermédiaires spécialisés et autres acteurs du marché) pour aider les petits exploitants à mieux gérer les risques climatiques.

## Qu'est-ce que l'intégration de l'assurance agricole ?

Dans un contexte de risques croissants, même les régimes de grande ampleur dans des marchés matures ou en forte croissance, tels que l'Inde et l'Espagne, révisent leurs approches pour assurer la viabilité des

modèles économiques et proposer des solutions à impact à grande échelle.

**Un agenda intégré** va au-delà de l'alignement des quatre piliers : il les inscrit dans des stratégies nationales de développement et les adapte aux dynamiques politiques et de marché en constante évolution.

Grâce à cette intégration, l'assurance peut atteindre des millions de petits exploitants, améliorer leurs moyens de subsistance et leurs conditions de vie, inciter à adopter des pratiques agricoles durables et soutenir des modèles économiques viables pour les acteurs publics et privés, garantissant ainsi un impact transformateur à long terme.

**Le rôle du gouvernement est essentiel :**

- **Le leadership stratégique (le « quoi ») :** Le gouvernement définit une vision, désigne une institution pour piloter l'agenda, coordonne les

acteurs et aligne les quatre piliers avec des agendas plus larges. Cette démarche fournit un cadre de collaboration entre de multiples agences publiques et le secteur de l'assurance, dans un contexte de marchés changeants.

- **L'institutionnalisation (le « comment ») :** Les institutions et les dirigeants locaux sont habilités à mettre en place des processus et des structures qui transforment les engagements et les plans en actions, et à créer les bons incitatifs pour maintenir la participation, l'intégration et l'efficacité dans la mise en œuvre des politiques, de la réglementation, des programmes et du financement afin d'obtenir de l'ampleur, de la durabilité et de l'impact.
- **La collaboration (le « qui ») :** Le gouvernement facilite des partenariats entre les acteurs publics, l'industrie de l'assurance et d'autres intervenants de la chaîne de valeur afin de garantir des responsabilités partagées et des résultats collectifs.

Encadré 2

### Espagne : Partenariat public-privé en assurance agricole

L'Espagne dispose d'un système d'assurance agricole hautement développé, piloté par l'Entidad Estatal de Seguros Agrarios (ENESA), qui relève du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Créé en 1980 par la Loi 87/1978, le système fonctionne comme un partenariat public-privé, avec des subventions importantes du gouvernement sur les primes et une offre privée de produits d'assurance.

La viabilité financière du système est assurée par deux mécanismes clés :

1. La réassurance fournie par le Consorcio de Compensación de Seguros, qui couvre les excès de sinistralité ;
2. Un pool de coassurance, dans lequel les compagnies d'assurance partagent collectivement les risques, géré par Agroseguro (Agrupación Española de Entidades Aseguradoras de los Seguros Agrarios Combinados).

Agroseguro coordonne toutes les compagnies d'assurance qui proposent des produits d'assurance récolte dans le cadre du pool. En tant qu'entité de gestion, Agroseguro assure l'émission des polices, la facturation, la collecte des primes, la gestion des sinistres, ainsi que la supervision des expertises, évaluations et indemnisations. Cette structure garantit aux agriculteurs un service efficace, transparent et fiable.

Le système espagnol repose sur un modèle mixte public-privé, dans lequel la spécialisation de chaque acteur est essentielle. Du côté public, interviennent l'ENESA, le ministère de l'Économie, du Commerce et des Entreprises, ainsi que les départements régionaux des communautés autonomes. Du côté privé, participent les organisations professionnelles agricoles, les coopératives agroalimentaires et le secteur de l'assurance via Agroseguro.

Le modèle espagnol illustre comment des rôles spécialisés et des responsabilités partagées peuvent fournir des services transparents et efficaces.

# Méthodologie de facilitation : comment le PNUD soutient la mise en œuvre

L'institutionnalisation d'un agenda d'assurance agricole exige une approche multidimensionnelle et collaborative, impliquant des efforts coordonnés des gouvernements, des organisations internationales, du secteur privé et des communautés locales. En raison de cette complexité, une méthodologie spécifique est nécessaire pour habiliter les parties prenantes à mobiliser des ressources, améliorer la prise de décision et créer les incitations nécessaires pour passer des connaissances à l'action. La méthodologie de facilitation constitue ainsi un élément essentiel du cadre d'institutionnalisation, car elle rend possible la mise en œuvre du processus.

La méthodologie de facilitation de FRA est conçue pour soutenir les acteurs nationaux dans leurs efforts d'institutionnalisation de l'assurance agricole, en s'appuyant sur la présence du PNUD à travers ses bureaux de pays. Elle aide les acteurs à identifier les ressources nécessaires pour avancer dans le processus et à évaluer, puis renforcer leur base de ressources (compétences, valeurs, temps, outils techniques, influence) disponibles pour atteindre les objectifs fixés (voir annexe).

Institutionnaliser un agenda intégré d'assurance agricole est un processus complexe et de longue haleine, qui requiert des efforts soutenus et adaptatifs. Ce processus ne peut aboutir que si les responsables politiques décident d'agir, mettent en œuvre les actions nécessaires et constatent des résultats suffisamment convaincants pour justifier la poursuite des investissements. À mesure que les contextes, les risques et les priorités évoluent, l'institutionnalisation doit rester flexible et réceptive au changement, ce qui implique un apprentissage, des ajustements et une innovation continus.

Dans ce contexte, **la facilitation** se définit comme le processus consistant à mobiliser et à habiliter les parties prenantes pour institutionnaliser un agenda intégré d'assurance agricole.

La méthodologie de facilitation poursuit trois objectifs principaux :

- Reconnaître et valoriser les contributions spécifiques de chaque acteur ;
- Motiver les actions qui s'appuient sur ces ressources ;
- Renforcer la base de ressources afin de faciliter l'atteinte des résultats attendus.

Elle offre une approche structurée qui soutient les parties prenantes dans la réalisation des tâches nécessaires à la mise en œuvre d'un agenda institutionnalisé.

La logique centrale est que le PNUD ne conçoit ni n'applique directement les solutions, mais qu'il habilite les autres à le faire. Le PNUD accompagne les parties prenantes dans l'identification, l'accès et la mobilisation des ressources nécessaires pour parvenir à l'institutionnalisation, ainsi que dans l'évaluation critique de leur base de ressources afin de repérer les lacunes et déterminer quels acteurs peuvent combler ces manques. Cette méthodologie souligne également la nécessité d'ancrer les efforts de mise en œuvre dans la culture locale, les dynamiques de marché et les priorités nationales, afin de garantir des actions pertinentes et durables.

# Les quatre piliers de l'agenda d'assurance agricole

Cette section présente les principes clés — basés sur les bonnes pratiques internationales — qui guident la collaboration entre les gouvernements et l'industrie de l'assurance dans les quatre piliers de l'agenda d'assurance agricole : la politique, la réglementation, les programmes et le financement. L'objectif est de veiller à ce que les petits exploitants restent au centre des initiatives.

## 1. POLITIQUE D'ASSURANCE AGRICOLE

### Une politique solide :

- Définit la vision du gouvernement pour l'assurance agricole en tant qu'outil de gestion des risques, aligné sur les priorités nationales ;
- Établit une institution dédiée pour piloter l'agenda d'assurance agricole ;
- Fournit des orientations pour mettre en place des structures réglementaires et un cadre juridique habilitant ;
- Clarifie le rôle du gouvernement dans la mise en œuvre, y compris :
  - Le soutien financier (comme les subventions),
  - L'agrégation des risques et la réassurance,
  - La gestion des données et la conception des produits.
- Précise une stratégie de financement définissant l'objet, l'utilisation et les bénéficiaires.

Encadré 3

### Colombie : Politique stratégique et subventions

Le gouvernement de la Colombie a soutenu activement l'assurance agricole à travers des politiques qui incitent les assureurs privés à proposer une couverture, tout en subventionnant les primes.

Ce soutien public a commencé en 1993 avec la Loi sur l'assurance agricole, qui visait à promouvoir l'assurance récolte liée au crédit. La loi a créé la Commission nationale de crédit agricole (CNCA) et le Fonds national des risques agricoles (FNRA) pour offrir une réassurance aux compagnies d'assurance proposant des produits agricoles.

Pour encourager l'adoption, le gouvernement a autorisé l'octroi de subventions sur les primes. Avec le temps, la CNCA a augmenté les niveaux de soutien, allant jusqu'à :

- 60 % du coût de la prime pour tous les exploitants ;
- 70 % pour les exploitants moyens et grands disposant de crédits via FINAGRO ;
- jusqu'à 80 % pour les petits exploitants bénéficiant de crédits via FINAGRO.

L'expérience de la Colombie montre comment des subventions ciblées et des structures juridiques appropriées peuvent élargir l'accès à l'assurance agricole et inciter les assureurs à investir dans ce marché.

### Actions clés pour les gouvernements afin d'établir une politique intégrée :

- Reconnaître le rôle de l'assurance agricole dans les politiques, stratégies, plans et programmes nationaux ;
- Coordonner les efforts entre les ministères afin d'assurer cohérence et efficacité ;
- Allouer des subventions à l'assurance agricole à travers le budget de mise en œuvre des programmes nationaux ;
- Aligner la législation intersectorielle pour intégrer l'assurance agricole dans d'autres politiques sectorielles.

## 2. RÉGLEMENTATION DE L'ASSURANCE AGRICOLE

### Une réglementation efficace :

- Encourage l'innovation et le développement de produits grâce aux bacs à sable réglementaires ;
- Établit des cadres clairs de répartition des risques entre les acteurs de l'industrie de l'assurance ;
- Fournit des orientations pour des mécanismes de distribution efficaces et évolutifs ;
- Prévoit des incitations et des sanctions qui favorisent les bonnes pratiques sectorielles ;
- Renforce la transparence et les mécanismes de traitement des plaintes ;
- Protège les consommateurs grâce à des règles solides ;
- Soutient l'innovation des produits, y compris les assurances indiciaires et d'autres solutions adaptées aux risques climatiques.

Encadré 4

### Inde : De directives à intégration légale

En Inde, le programme Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana (PMFBY) protège les exploitants contre les pertes de récolte en proposant une assurance agricole liée aux crédits octroyés par les banques commerciales. Le régime couvre les pertes dues aux aléas climatiques et biologiques afin de préserver l'accès au crédit. Le PMFBY protège aujourd'hui plus de 41 millions d'agriculteurs et 62 millions d'hectares — soit près d'un tiers des terres cultivées — contribuant ainsi à réduire le risque pour les investisseurs et à transformer les systèmes alimentaires.

L'Inde a développé ce système à grande échelle sans recourir à une loi spécifique, mais en s'appuyant sur des politiques fortes et un engagement politique constant. Le programme est intégré dans les priorités nationales en matière de sécurité alimentaire, d'adaptation au changement climatique et d'inclusion financière. Il est encadré par un manuel opérationnel qui définit les procédures et les rôles, et il est souvent lié à des programmes de développement agricole pour réduire les coûts et favoriser l'adoption.

Le modèle indien repose également sur des mécanismes de financement inclusifs (subventions aux primes et approches alternatives) et sur une forte implication du secteur privé dans l'agrégation des risques et la réassurance. Des outils de suivi et d'évaluation sont utilisés pour mesurer les résultats et guider les améliorations.

L'expérience de l'Inde montre qu'une loi spécifique n'est pas indispensable : l'institutionnalisation, l'intégration dans la planification nationale et l'adaptabilité aux risques changeants — en particulier ceux liés au climat — sont des conditions clés pour construire un système d'assurance agricole viable et durable. C'est une leçon précieuse pour d'autres pays : une réglementation stratégique, même sans loi autonome, peut conduire à un impact à grande échelle.

### Actions clés pour les gouvernements afin d'établir une réglementation intégrée :

- Coordonner les autorités responsables des données et les régulateurs d'assurance pour appuyer la conception des produits ;
- Aligner les cadres réglementaires sur les bonnes pratiques d'autres pays afin de favoriser des solutions évolutives.

## 3. PROGRAMMES D'ASSURANCE AGRICOLE

### Un programme bien conçu :

- Définit les rôles et responsabilités entre le gouvernement et l'industrie pour la conception, la distribution et la prestation ;
- Implique des prestataires spécialisés dans la gestion des données, la tarification et la modélisation des risques ;
- Établit des mécanismes de partage des risques comprenant :
  - des assureurs nationaux,
  - la réassurance nationale, régionale et internationale,
  - des pools public-privé soutenus par la réassurance ;
- Met en œuvre le programme par étapes (phase pilote, mise à l'échelle, adoption à grande échelle) ;
- Intègre l'assurance agricole dans les programmes publics existants et les mécanismes de financement (par exemple les services de vulgarisation agricole, les subventions aux intrants, les programmes de crédit) afin d'améliorer l'adoption et l'efficacité opérationnelle ;
- Assure le suivi et l'évaluation des progrès en s'appuyant sur une théorie du changement prédéfinie et des résultats attendus.

Encadré 5

### Chine : Adapter aux réalités locales

Le programme d'assurance agricole de la Chine est l'un des plus vastes au monde, avec des primes atteignant 21 milliards de dollars en 2024. Ce succès s'explique en grande partie par un engagement politique fort et par un mécanisme robuste de subventions : le gouvernement central couvre 40 % des primes, les gouvernements provinciaux 20 % et les gouvernements locaux jusqu'à 15 %, le solde étant à la charge des exploitants.

Le programme répond aux risques spécifiques des différentes régions, avec des produits adaptés aux pratiques locales. Par exemple, des assurances récoltes sont proposées dans les provinces céréalières, tandis que des assurances bétail sont développées dans les régions pastorales. Aujourd'hui, le gouvernement offre environ 270 variétés d'assurances.

L'approche est proactive et adaptative : de nouveaux produits sont testés à travers des projets pilotes, puis perfectionnés avant leur extension à grande échelle. Cette mise en œuvre progressive permet de répondre aux besoins variés des exploitants dans des zones agroclimatiques diverses.

La méthodologie de la Chine favorise l'évolutivité et la flexibilité, en s'adaptant aux risques émergents tels que le changement climatique et la volatilité des marchés. Le système est renforcé par des cadres réglementaires solides et par des partenariats public-privé, incluant 35 compagnies d'assurance et une réassurance agricole nationale créée en 2020, qui prend en charge environ 20 % du risque.

Le succès de la Chine repose sur un modèle régionalisé et une mise en œuvre progressive, appuyés par un fort leadership politique et un financement conséquent.

### Actions clés pour les gouvernements afin d'établir un programme intégré :

- Associer l'assurance agricole aux services ou produits fournis aux petits exploitants dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux ;
- Reconnaître sur la base de preuves la contribution de l'assurance agricole à l'atteinte des résultats prédéfinis des programmes nationaux ;
- Contribuer au financement des primes pour soutenir des solutions d'assurance agricole viables.

### Actions clés pour les prestataires privés :

- Associer l'assurance agricole aux services ou produits fournis aux petits exploitants dans le cadre de leurs modèles de prestation ;
- Reconnaître sur la base de preuves la contribution de l'assurance agricole à l'atteinte des résultats prédéfinis de leurs modèles ;
- Apporter une contribution au financement des primes des solutions d'assurance agricole.

## 4. MÉCANISMES DE FINANCEMENT DE L'ASSURANCE AGRICOLE

### Les éléments clés incluent :

- Identifier les sources de financement :
  - budgets nationaux,
  - dons de bailleurs,
  - financements privés,
  - emprunts des banques de développement ou d'investisseurs à impact ;
- Gérer le financement à différents niveaux :
  - administration publique,
  - industrie de l'assurance,
  - intermédiaires ;
- Allouer des fonds pour
  - les subventions aux primes,
  - la couverture des risques catastrophiques,
  - ainsi que les infrastructures de données et le développement de produits ;
- Garantir la durabilité financière et l'évolutivité du système.

Encadré 6

### Sénégal : Mécanismes financiers collaboratifs

Au Sénégal, la Compagnie nationale d'assurance agricole (CNAAS) fonctionne selon un modèle public-privé robuste. Sa structure de propriété se répartit comme suit : 37 % détenus par l'État, 52 % par des compagnies d'assurance privées, 7 % par des organisations de producteurs et 1 % par des investisseurs privés nationaux. Cette composition permet d'élargir considérablement l'accès à l'assurance agricole dans tout le pays.

L'État joue un rôle central en subventionnant les primes, ce qui réduit le coût pour les petits exploitants. Ce soutien est complété par des contributions de partenaires au développement, tels que la Banque mondiale et d'autres bailleurs, qui fournissent une réassurance et une assistance technique. Cet appui collectif allège la charge financière des compagnies privées et renforce la viabilité du système.

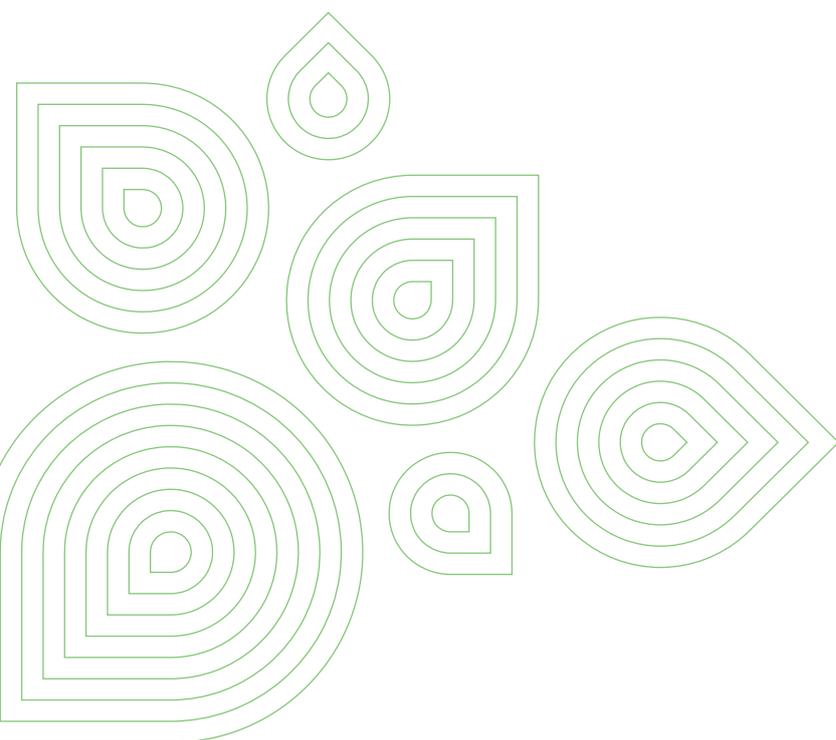
Le Sénégal a également adopté des mécanismes souverains de financement des risques pour compléter son approche de micro-assurance au niveau des exploitants. Le pays participe activement à l'African Risk Capacity (ARC), une initiative continentale qui propose une assurance indicelle contre les sécheresses et autres catastrophes climatiques aux États membres de l'Union africaine.

En combinant subventions publiques, expertise privée et appui des partenaires, la CNAAS permet à plus de 500 000 petits exploitants d'accéder à une couverture abordable. Cette approche intégrée renforce la résilience face aux aléas climatiques et aux fluctuations des marchés..

Le modèle du Sénégal illustre comment un soutien public coordonné et des mécanismes financiers innovants peuvent favoriser le développement agricole et une gestion efficace des risques.

### Actions clés pour les gouvernements afin d'établir des mécanismes de financement intégrés :

- Mobiliser des sources de financement multiples, y compris :
  - budgets publics et mécanismes de finances publiques,
  - dons philanthropiques,
  - financements provenant des fonds mondiaux pour le climat et le développement,
  - prêts concessionnels et instruments de dette,
  - investissements privés via l'intégration dans les chaînes de valeur ;
- Garantir la durabilité à long terme grâce à des politiques publiques qui protègent et stabilisent les mécanismes de financement.



# Plan d'action gouvernemental pour institutionnaliser l'assurance agricole

Pour institutionnaliser l'assurance agricole en tant que moteur de résilience financière et d'adaptation au changement climatique, les gouvernements doivent entreprendre des actions délibérées et coordonnées dans les quatre piliers. Étant donné la diversité des contextes et des marchés, ces actions doivent être adaptées au rôle que chaque gouvernement souhaite jouer dans le marché de l'assurance agricole, à ses objectifs de développement et au degré de maturité de son secteur de l'assurance, à court, moyen et long terme.



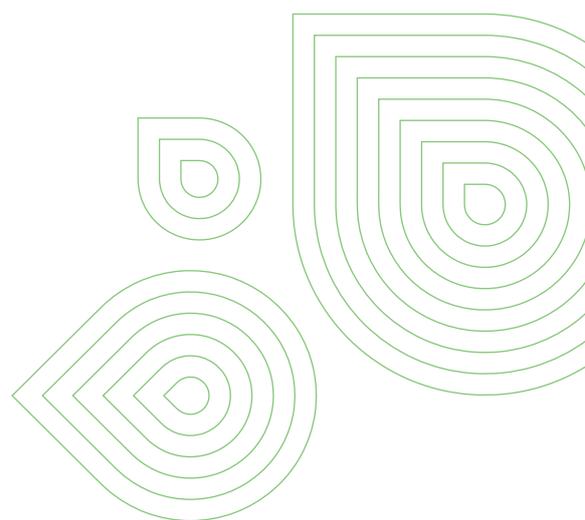
# Conclusion

L'assurance agricole peut jouer un rôle essentiel dans la réduction des risques associés aux investissements nécessaires pour transformer les systèmes alimentaires. En atténuant l'exposition aux chocs climatiques et aux fluctuations des marchés, les marchés de l'assurance complètent la finance agricole et les initiatives de transformation des systèmes alimentaires, tout en réduisant les risques systémiques dans les économies rurales et en renforçant la résilience.

Un agenda intégré — qui aligne la politique, la réglementation, les programmes et le financement dans les stratégies de développement, tout en s'adaptant aux dynamiques de marché — peut fournir aux gouvernements des instruments stratégiques pour progresser dans un cadre de politique agroalimentaire adapté aux besoins de la finance agricole dans des contextes complexes et interdépendants.

Une action gouvernementale appropriée est essentielle pour accroître la participation du secteur privé. Les instruments d'assurance peuvent favoriser l'octroi de crédits privés en réduisant l'exposition aux risques, par le biais de pools régionaux, de réassurances soutenues par l'État, de subventions ciblées et de la fourniture directe de produits adaptés (comme l'assurance indicielle, qui offre des paiements rapides déclenchés par des paramètres prédéfinis). Des subventions bien conçues créent des incitations pour que les assureurs commerciaux entrent sur le marché, augmentent la concurrence, diversifient les produits, favorisent l'innovation et élargissent la couverture auprès des populations agricoles vulnérables.

En assumant un rôle moteur dans les quatre piliers d'un agenda intégré d'assurance agricole, les gouvernements peuvent transformer l'assurance agricole : la faire passer de projets pilotes fragmentés et de modèles économiques fragiles à des systèmes intégrés et évolutifs. Le plan d'action présenté dans ce document offre aux décideurs les moyens de construire des marchés de l'assurance agricole inclusifs et résilients, qui protègent les petits exploitants et soutiennent les objectifs nationaux de développement.



## Annexe :

# The 9Buckets Framework

Dans la méthodologie de facilitation de FRA, le cadre des 9 seaux (9Buckets Framework) constitue un outil clé pour appuyer la gestion stratégique des ressources. Conçu pour être simple et pratique, il aide les parties prenantes à comprendre, évaluer et gérer les ressources nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Il peut être utilisé par des individus, des groupes ou des institutions pour analyser leur propre base de ressources, mais aussi pour comprendre — et éventuellement contribuer à — la base de ressources d'autres parties.

Le cadre identifie neuf types de ressources, chacune représentée par un « seau ». Ensemble, elles forment une base de ressources complète. Lorsqu'une partie dispose de la bonne combinaison de ressources pour décider stratégiquement et agir efficacement, elle est bien positionnée pour atteindre ses objectifs. Si certaines ressources manquent ou sont désalignées, la réussite devient plus difficile.

Le 9Buckets Framework fournit un prisme pour comprendre et gérer la base de ressources en fonction des résultats recherchés. Dans certains cas, il peut être nécessaire d'ajouter des ressources (par exemple des données factuelles), d'éliminer certaines (par exemple des hypothèses inexactes), de renforcer certaines capacités (par exemple la capacité à présenter un argumentaire économique), d'exploiter des ressources disponibles (par exemple une allocation budgétaire qui doit être dépensée en 2025) ou d'atténuer d'autres (par exemple une hiérarchie organisationnelle qui limite la prise de décision).

Seaux	Exemples
 <b>1</b> Compétences et habitudes	Capacité à présenter l'argumentaire économique de l'assurance agricole à divers acteurs ; Capacité à établir et maintenir des relations constructives avec les parties prenantes ; Capacité à adapter les contenus issus du kit de ressources pédagogiques aux besoins
 <b>2</b> Information et connaissances	Données probantes sur l'impact de l'assurance agricole sur les résultats de développement ; Exemples d'agendas intégrés d'assurance agricole ; Connaissance des stratégies permettant de renforcer chacun des seaux de ressources
 <b>3</b> Valeurs et attitudes	Conviction que l'assurance agricole peut contribuer à des résultats prioritaires de développement ; Confiance en soi en tant que facilitateur ; Ouverture à l'expérimentation et à l'innovation
 <b>4</b> Dialogue et soutien	Relations et interactions avec d'autres facilitateurs ; Retours d'expérience de facilitateurs chevronnés ; Partenaires avec qui mettre en pratique la facilitation
 <b>5</b> Contrôle et influence	Mandat de facilitation ; Possibilités d'apporter des ressources qui influencent les résultats recherchés ; Occasions d'engager d'autres acteurs disposant de capacités d'influence
 <b>6</b> Outils et infrastructures	Feuille de route du processus d'institutionnalisation ; Communauté de pratique ; Kit de ressources pédagogiques
 <b>7</b> Récompenses et sanctions	Reconnaissance pour avoir atteint des résultats grâce à la facilitation ; Visibilité accrue ; Critères liant le financement futur aux résultats obtenus
 <b>8</b> Temps et énergie	Temps disponible pour impulser ou faciliter l'action d'autrui ; Temps consacré à renforcer ses propres compétences de facilitateur ; Énergie pour pratiquer l'écoute active
 <b>9</b> Finances	Budget pour appuyer la mise en œuvre d'activités portées par d'autres ; Fonds destinés à l'expérimentation et à l'itération ; Ressources financières pour réunir les parties prenantes



**Programme des Nations Unies pour le développement**

One United Nations Plaza  
New York, NY 10017

[www.undp.org](http://www.undp.org)

© PNUD 2025

